

// le dossier convention
collectiveNégocier sur la ou les CSSCT
du CSE (1)

Sa mise en place, sa composition et ses missions

Les modalités de mise en place de commissions santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) au sein des comités sociaux et économiques (CSE) sont renvoyées à l'accord de mise en place de ces comités.

Pour vous aider à mener à bien cette négociation, nous vous présentons ici des exemples de clauses relatives à la mise en place et aux attributions des CSSCT, tirés d'accords collectifs conclus en 2018.

Un second dossier sera consacré aux règles de fonctionnement de ces commissions.

Quelle soit **obligatoire ou non** (*C. trav., art. L. 2315-36 et L. 2315-37*), la **mise en place** d'une ou plusieurs **commissions** santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) peut être décidée :

- par **accord** collectif d'entreprise majoritaire au sens du 1^{er} alinéa de l'article L. 2232-12 (sans possibilité de validation d'un accord minoritaire par référendum) ou, en l'absence de délégués syndicaux (DS), par accord conclu avec le comité social et économique (CSE) à la majorité des membres titulaires élus de la délégation du personnel du comité (*C. trav., art. L. 2315-41 à L. 2315-43*);

- ou, **en l'absence** d'accord, par **décision unilatérale** de l'employeur (*C. trav., art. L. 2315-44 et Q/R sur le CSE de février 2018, v. question n° 84*).

Une fois la décision actée, l'**accord** collectif majoritaire ou, en l'absence de DS, celui conclu avec le CSE, **ou à défaut, le règlement intérieur, fixe** les modalités de mise en place et de fonctionnement de la ou des CSSCT, dans le respect des dispositions d'ordre public prévues aux articles L. 2315-38 à L. 2315-40, en définissant (*C. trav., art. L. 2315-41 et L. 2315-44*):

- le **nombre** de **représentants** au sein de la CSSCT;
- les **missions déléguées** aux commissions santé, sécurité et conditions de travail par le CSE et leurs modalités d'exercice;
- leurs **modalités de fonctionnement**, notamment le nombre d'heures de délégation dont bénéficient les membres;
- les **moyens** qui leur sont **alloués**;
- les modalités de leur **formation** et les conditions et modalités dans lesquelles une formation spécifique correspondant aux

risques ou facteurs de risques particuliers, en rapport avec l'activité de l'entreprise peut être dispensée aux membres de la commission.

1 Mise en place

Une CSSCT est obligatoirement mise en place au sein du comité social et économique dans (*C. trav., art. L. 2315-36*):

- les entreprises ou établissements d'au moins 300 salariés;
- les établissements mentionnés aux articles L. 4521-1 et suivants du Code du travail, c'est-à-dire ceux classés Seveso, les installations nucléaires de base (INB) et certains gisements miniers.

En présence d'un CSE central (CSE-C), une CSSCT centrale (CSSCT-C) est mise en place dans les entreprises d'au moins 300 salariés comportant au moins deux établissements distincts, que l'effectif de ces établissements soit inférieur, égal ou supérieur à 300 salariés (*C. trav., art. L. 2316-18, Q/R sur le CSE de février 2018, v. question n° 83*).

À NOTER Dans les entreprises ou les établissements de moins de 300 salariés, l'inspecteur du travail peut imposer la création d'une CSSCT, lorsque cette mesure est nécessaire, notamment en raison de la nature des activités, de l'agencement ou de l'équipement des locaux (*C. trav., art. L. 2315-37*).

UNE MISE EN PLACE VOLONTAIRE

Certaines **entreprises non tenues** de mettre en place une CSSCT ont décidé de l'instituer. Ainsi, malgré un **effectif inférieur**

à 300 salariés, la société Medline Assembly France, « consciente de l'impact positif que peut avoir une commission dédiée à la santé, la sécurité et aux conditions de travail, notamment sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles » a, par accord, mis en place « une commission santé, sécurité et conditions de travail conventionnelle, en application des dispositions de l'article L. 2315-43 du Code du travail ». La société ADS, qui compte moins de 300 salariés, a également créé une commission santé, sécurité et conditions de travail. « Compte tenu de la nature des activités de l'entreprise [téléphériques et remontées mécaniques], ces thématiques revêtent une importance particulière et justifient la mise en place d'une instance dédiée », détaille son accord.

UN SEUIL DE MISE EN PLACE REVU À LA BAISSÉ

Dans certaines entreprises, les partenaires sociaux ont convenu d'abaisser le seuil de mise en place des CSSCT. Dans le groupe Terena, « compte tenu de l'importance accordée aux sujets touchant à la santé et à la sécurité des salariés », la CSSCT est « mise en place, sur le périmètre du comité social et économique, dans les entreprises ou les établissements sociaux distincts dont l'effectif est supérieur ou égal à 50 salariés ». À la Société Générale, une CSSCT-E (d'établissement) peut être créée à l'initiative du CSEE des entités du DEC et des directions régionales, comptant entre 250 et 300 salariés.

Certaines entreprises vont plus loin en prévoyant de créer une CSSCT dans chaque établissement distinct, « et ce quel que soit leur effectif » (Total, PSA Automobiles, PSA Retail France SAS, Framatome, Schneider Electric). Schneider Electric souhaite ainsi « assurer un maillage complet de son UES ». PSA Retail France SAS justifie ce choix par sa priorité de préserver « la santé et la sécurité de l'ensemble du personnel au sein de tous les établissements » et d'améliorer de manière permanente les conditions de travail. Quant à Renault, son accord prévoit qu'en plus de chaque CSSCT des établissements distincts d'au moins 300 salariés, les établissements comportant des sites distants peuvent décider, dans le cadre d'une négociation, de mettre en place une CSSCT dans chacun de leurs sites.

PLUSIEURS CSSCT POUR UN MÊME CSE

Plusieurs entreprises ont doté leur CSE de plusieurs CSSCT. Ainsi, doté d'un seul CSE, GIE PMU instaure, à la place de quatre CHSCT, trois commissions qui couvrent à la fois des espaces géographiques et des activités distinctes. À titre d'exemple, l'une des commissions comprend toutes les directions régionales et les agences, une autre couvre les espaces de courses (La Boétie et Beaubourg) et Seine-Est (Alforville). IBM France met en place deux à trois commissions par CSE-E, Naval Group en crée deux pour son établissement de Brest et une au sein de chacun des autres établissements (dont une pour un établissement de moins de 300 salariés). L'accord Air France crée, dans chaque établissement, une ou plusieurs commissions santé, en fonction des risques métiers identifiés. Ainsi, à la maintenance, cinq CSSCT-E sont mises en place avec le souci de contribuer plus efficacement à la protection de la santé et de la sécurité des salariés ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions de travail. Le CSE-E « exploitation aérienne »

dispose de trois CSSCT-E : une pour le personnel navigant commercial (PNC), une pour le personnel navigant technique (PNT) et une pour le personnel au sol (PS). « Dans les établissements industriels de PSA Automobiles, chaque CSE-E peut créer en son sein, lors de la première réunion suivant sa mise en place, plusieurs CSSCT-E, avec des périmètres distincts définis conjointement entre le CSE-E et le président, s'ils répondent aux conditions suivantes :

- cinq commissions pour les établissements de Sochaux et Mulhouse ;
- deux commissions pour les établissements de Poissy, Rennes, Douvrin et Hordain ».

« En cas d'évolution significative de l'effectif de ces établissements industriels, le nombre de CSSCT sera modifié par voie d'accord d'établissement, afin de revenir à la règle de principe », à savoir « une CSSCT au sein de chaque établissement, quel que soit son effectif ».

L'accord du groupe Terena offre la possibilité pour les partenaires sociaux de négocier, au niveau le mieux adapté, la création éventuelle de CSSCT supplémentaires, sur un périmètre inférieur à celui couvert par le CSE, afin de favoriser une action plus « locale » de la CSST et d'accompagner plus efficacement la politique sécurité métier au regard des risques professionnels présents.

2 Composition

Outre l'employeur, la CSSCT comprend au minimum trois membres représentants du personnel désignés par le CSE parmi ses membres (C. trav., art. L. 2315-39 d'ordre public et L. 2315-32). La majorité des accords réservent exclusivement les sièges des CSSCT aux élus du CSE, d'autres accordent des sièges à des non-élus.

UN EMPLOYEUR QUI PRÉSIDE LA CSSCT

La majorité des accords rappellent la règle légale d'ordre public, selon laquelle « la CSSCT est présidée par l'employeur ou son représentant » (C. trav., art. L. 2315-39). L'accord d'IBM précise que ses CSSCT, centrale ou d'établissement, sont présidées par, selon les cas, le président du CSE central ou du CSE d'établissement, à savoir « un représentant de la direction dûment désigné par le président de la Compagnie IBM France ». Naval Group prévoit explicitement dans son accord la possibilité pour le président des CSE de désigner son représentant pour présider la CSSCT correspondante. Seul l'accord, Norauto prévoit que, dès la première réunion de la commission, un élu de la CSSCT sera désigné président de commission par les élus du CSSCT.

TROIS SIÈGES RÉSERVÉS AUX ÉLUS DU CSE

La CSSCT doit comprendre au minimum trois membres représentants du personnel, dont au moins un représentant du second collège (ou le cas échéant du troisième collège), désignés par le CSE parmi ses membres, par une résolution adoptée à la majorité des membres présents (C. trav., art. L. 2315-39 d'ordre public et L. 2315-32). La majorité des accords collectifs, comme celui de Canon, réservent les sièges de la CSSCT aux élus du CSE : « pour l'ensemble des commissions, à l'exception de la CSSCT et de la commission économique, il est possible de désigner des salariés non élus pour participer aux commissions ».

► Un minimum de trois élus...

La majorité des accords prévoient un **nombre** d'élus **supérieur au minimum légal**.

Un nombre fixe

Dans les entreprises mettant en place un CSE unique, le nombre des membres de la CSSCT est très variable :

- **quatre membres** (*Girard Agediss, GIE PMU, Medline Assembly France*). Les membres de chaque commission du GIE PMU doivent relever du périmètre dans lequel ils sont désignés ;
- cinq membres (*Setram*) ;
- six membres (*Oracle France, Canon, Micromania*). La délégation de la CSSCT de Micromania comprend au minimum un membre exerçant ses activités professionnelles à titre principal sur le site de Sophia Antipolis et un autre du site de Bonneuil-sur-Marne ;
- sept (*Mutex*) ;
- huit (*AFP*) ;
- 15 (*Maij*) ;
- **20** (*Norauto*).

Dans les **entreprises** mettant en place un **CSE-C** et des **CSE d'établissement**, **rare**s sont celles qui prévoient une **composition identique** pour sa CSSCT-C ou pour ses CSSCT-E. À Axa, outre le secrétaire du CSE-C, qui est membre de droit de la CSSCT-C, cette dernière comprend quatre membres représentants du personnel, dont au moins un représentant de chaque collège. Les CSSCT-E sont également composées, outre le secrétaire du CSE-E, de quatre membres représentants du personnel, sont au moins un représentant de chaque collège. Peu importe donc le niveau de mise en place de la CSSCT, celle-ci est composée de cinq membres.

Un nombre variable

Dans la très grande majorité des entreprises mettant en place un CSE-C et des CSE-E, la **CSSCT-C** est composée d'un **nombre fixe** et les **CSSCT-E** d'un nombre qui **varie** selon l'**effectif** qu'elles couvrent. Ainsi, le nombre des membres de la CSSCT-C de l'Établissement français du sang est fixé à huit membres, celui des CSSCT-E varie entre cinq (effectifs de 300 à 499) et huit membres (au moins 1 000 salariés). La CSSCT-C d'IBM est également composée de huit membres, ses CSSCT-E d'un nombre qui varie **selon l'effectif de l'établissement**, mais également de son **lieu d'implantation**. À Naval Group, « le nombre de membres de la CSSCT-E est fixé en fonction des effectifs de l'établissement ou du périmètre concerné et de la **nature** de l'**activité** de l'**établissement** ». Concernant l'établissement qui comporte deux CSSCT, la répartition du nombre de membres pour chacun des deux commissions est faite sur la base d'une décision du directeur de l'établissement, après consultation du CSE. « À la fin de chaque mandature du CSE, ces chiffres [entre cinq et 15 membres] sont revus en fonction de l'évolution des effectifs et de l'évolution de la nature de l'activité de l'établissement ».

Sans chiffrer le nombre total de membres, l'accord d'Orano Cycle précise que sa **CSSCT-C** est « composée de **deux représentants par organisation syndicale représentée** au comité, désignés par le comité parmi ses membres titulaires ou suppléants ». Quant à la délégation du personnel des CSSCT d'établissement, elle est composée d'un nombre de membres fixé selon l'effectif de l'établissement :

- quatre pour les établissements dont l'effectif est inférieur à 400 salariés ;
- cinq de 400 à 999 salariés ;
- six de 1 000 à 1 999 salariés ;

- huit de 2 000 à 3 999 salariés ;
- neuf à partir de 4 000 salariés.

Ce **nombre est majoré** de **deux membres** dans les **établissements** soumis à la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et/ou à la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière **nucléaire** (TSN).

La composition des **CSSCT-E** de l'enseigne Fnac **varie** selon le nombre de magasins qu'elles couvrent. Pour les CSSCT au niveau du CSE d'entreprise (ou des CSER pour la société Relais Fnac) de l'exploitation, le nombre de membres « est **égal au nombre de magasin de l'entreprise/région + 1 représentant de l'encadrement** ». Ainsi, illustre l'accord, si le comité social et économique a un périmètre de 13 magasins, la CSSCT sera composée de 13 membres représentant chaque magasin, ainsi qu'un représentant de l'encadrement pour l'ensemble des magasins, soit au total 14 membres. Hors exploitation de plus de 300 salariés, elle fixe la composition à 13 membres pour l'entreprise Fnac Darty participations et services (cinq sièges pour Le Flavia, trois sièges pour Optima, trois sièges pour Bondy, deux sièges pour Wissous) et sept membres dont un membre de l'encadrement (un siège réservé pour Wissous) pour Fnac Logistique. Quant à la CSSCT-C, elle est composée de trois représentants de CSSCT par région et de deux représentants de l'encadrement pour l'ensemble de la société relais Fnac.

Pour la composition de ses **CSSCT-E**, l'accord Total **distingue les usines de production des autres établissements**. Les CSSCT-E peuvent compter jusqu'à 15 membres dans les usines de production de plus de 2 500 salariés. Quant aux autres établissements, le nombre de membres de la commission est égal « au tiers du nombre de titulaires du CSE-E dont elle dépend, arrondi au besoin de l'entier supérieur, dans la limite de huit membres ». Le nombre minimal est de trois. À titre d'exemple, illustre l'accord, « pour un CSE-E composé de 11 membres titulaires, la CSSCT-E est composée de quatre membres ». Quant à son CSSCT-C, il est composé de dix membres dont au moins un membre par établissement désigné par le CSE-C. Il est recommandé de tenir compte, pour la désignation de ces membres, de la représentativité syndicale au sein du CSE-C.

L'accord PSA Automobiles distingue les établissements dotés d'une seule CSSCT de ceux en ayant plusieurs. Pour les premiers, « le nombre de membres représentants du personnel au sein de chaque CSSCT-E sera **égal au tiers** du nombre de membres **titulaires** composant le **CSE-E**, sans pouvoir être inférieur à trois ». Pour les **établissements** dotés de **plusieurs CSSCT**, les parties conviennent que chaque CSSCT sera composée de **huit représentants du personnel**. Si le nombre d'organisations syndicales représentatives au sein de l'établissement ayant au moins un élu au CSE est supérieur au nombre de sièges à pourvoir dans la CSSCT, le **nombre** de représentants du personnel à la CSSCT sera **augmenté** de sorte à **permettre à chaque organisation syndicale représentative** au sein de l'établissement de **présenter un candidat**. Quant à la composition de la CSSCT-C, elle sera déterminée lors de la mise en place du CSE-C.

► ... dont un représentant par collègue

De **nombreux accords**, comme ceux de l'AFP, d'Axa France et du GIE PMU, **rappellent la règle légale d'ordre public** selon laquelle la commission doit comprendre au moins **un** représentant du **second collègue** (ingénieurs,

chefs de service, techniciens, agents de maîtrise et assimilés), ou le cas échéant du troisième collège (lorsque l'entreprise a 25 cadres ou plus de 500 salariés) (*C. trav.*, art. L. 2315-39). À l'inverse, d'autres accords ne l'évoquent pas (*Mutex*, *Girard Agediss*). D'autres encore vont **au-delà du minimum légal**. Ainsi, l'accord Canon prévoit que sa CSSCT est composée de six membres dont **deux cadres**.

À la Maif, lorsque la **répartition** des candidats sur les sièges « **ne permet pas de désigner** au moins un élu titulaire au collège **cadre** et deux élus titulaires au collège employé » (*v. ci-après « Des membres désignés par une résolution »*), « les **candidats** répondant à ces conditions ayant **obtenu le plus de voix** sont **désignés** par dérogation **à la place des trois derniers candidats** désignés selon la répartition à la plus forte moyenne ».

Au sein de l'Établissement français du sang, parmi les membres de la CSSCT-C et des CSSCT-E, « figure au moins un représentant de la catégorie cadre ». Toutefois, pour la CSSCT-C, l'accord précise qu'en « cas de carence de candidat cadre, un membre non cadre est désigné ».

DES MISSIONS « SANTÉ-SÉCURITÉ » CONFIEES AUX REPRÉSENTANTS DE PROXIMITÉ

À Axa France, les représentants de proximité se voient attribuer des attributions « récurrentes et exclusives » en matière de santé et de sécurité, à savoir :

- l'examen des réclamations individuelles et collectives relatives à l'application du Code du travail et des autres dispositions légales concernant la santé et la sécurité ;
- la conduite des alertes et enquêtes résultant de l'application des articles L. 2312-59 et L. 2312-60 du Code du travail ;
- les inspections et les visites des sites ;
- l'examen, notamment dans leurs aspects liés à la santé et la sécurité et aux conditions de travail des projets d'évolution d'implantation et/ou de logistique des sites du périmètre territorial de l'instance.

Ils peuvent même intervenir ponctuellement en cas de projet important d'aménagement des postes de travail soumis à la consultation d'un CSE-E ou du CSE-C afin d'instruire le projet et formuler leurs observations ou recommandations.

Chez Renault, les représentants de proximité se voient notamment conférer, dans la limite de la zone où ils sont désignés, les inspections trimestrielles et les enquêtes suite à un accident de travail et suite au signalement d'un danger grave et imminent. Ils peuvent discuter de leur expérience et de leur expertise en CSST *via* la voix d'un rapporteur. En effet, Renault a mis dans chaque commission de proximité un rapporteur de commission qui est aussi membre de la CSSCT. De là se fera aussi le lien avec le secrétaire adjoint membre du CSSCT auprès du CSE (*Semaine sociale Lamy n° 1836 du 12 novembre 2018*).

À la Fnac, des représentants de proximité santé, sécurité et conditions de travail (RPSSCT) dans les magasins (soit quatre RPSSCT dans les magasins de plus de 100 salariés et un RPSSCT dans les autres magasins) sont appelés à être aussi des « acteurs » santé et sécurité. Ils peuvent être des salariés ne détenant pas d'autre mandat (sous réserve de leur éligibilité aux élections professionnelles), dans les magasins où les membres de la CSSCT sont absents ou en nombre insuffisant. Ils sont chargés de la visite trimestrielle de site, peuvent participer à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques et du programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail. Il en est de même en cas d'enquête sur des dangers graves et imminents.

Des membres désignés parmi les titulaires ou les suppléants du CSE

Le CSE doit désigner les membres représentants du personnel parmi ses membres (*C. trav.*, art. L. 2315-39, *disposition d'ordre public*), titulaires ou suppléants (*Q/R sur le CSE de février 2018, v. question n° 87*).

La majorité des entreprises rappellent cette règle dans leurs accords (*Axa France*, *Norauto*, *Mutex*, *Girard Agediss*, *GIE PMU*, *Fnac*), une minorité l'encadre.

Afin de garantir la « bonne articulation » de la CSSCT avec le CSE, l'accord de la Maif prévoit que sa CSSCT comprendra, **parmi ses 15 membres, au moins deux élus titulaires** du CSE et un élu titulaire ou suppléant du collège cadre. L'AFP prévoit que les membres élus de sa CSSCT (huit) sont choisis **parmi ses titulaires**, avec une exception : des membres **suppléants peuvent être désignés** par le CSE dans la **limite de la moitié** du nombre de membres de la CSSCT. L'accord de Medline Assembly France va plus loin en prévoyant que les membres de la CSSCT « sont désignés par le CSE parmi ses membres titulaires ».

À l'inverse, « afin de donner un rôle aux membres suppléants du CSE », l'accord Setram prévoit que « les parties s'engagent à **encourager** les représentants du CSE à **désigner** notamment des **membres suppléants** au sein de cette commission ».

Des membres du CSE, membres de droit

Chez Axa France, le secrétaire adjoint du CSE-C est membre de droit de la CSSCT-C, et celui du CSE-E est membre de droit de la CSSCT-E.

Au sein de l'Établissement français du sang, parmi les membres de la commission, figure de plein droit le secrétaire adjoint des CSE-E pour les CSSCT-E et celui du CSE-C pour le CSSCT-C. Et, précise l'accord, « en cas d'absence du secrétaire adjoint du CSE-C, ce dernier est remplacé par le secrétaire du CSE-C ».

Des membres désignés par une résolution...

Rappel de la règle légale

Les accords rappellent la règle légale selon laquelle la désignation des membres du CSSCT s'effectue par une résolution adoptée à la majorité des membres présents (*C. trav.*, art. L. 2315-39, *disposition d'ordre public et L. 2315-32*). Certains le font de manière succincte. « Les membres [de la CSSCT] sont élus par une délibération adoptée à la majorité par les seuls membres titulaires du CSE [...], l'employeur ne participe pas au vote », prévoit l'accord de Girard Agediss. Ce dernier précise que « l'appartenance à la CSSCT repose sur le volontariat ».

À NOTER L'employeur peut-il participer au vote ? Certains praticiens le pensent.

Des règles de désignation détaillées et variées

Chez Axa France, les membres de la CSSCT-C sont désignés par le CSE-C parmi ses membres élus (titulaires ou suppléants), par une **élection** par les titulaires du CSE-C et les suppléants qui remplacent des titulaires, au scrutin de liste avec **représentation proportionnelle à la plus forte moyenne** et à **un seul tour**. La même règle est prévue pour les CSSCT d'établissements.

D'autres accords détaillent encore plus les modalités de la désignation. Chez Micromania, les membres du CSE doivent **se porter candidats individuellement** et par écrit auprès du président et du secrétaire du CSE au moins sept jours calendaires avant l'élection. La **désignation** des membres du CSSCT s'effectue **« par coopération** des membres CSE (vote à bulletins secrets), à la

majorité des voix exprimées. En cas d'égalité de voix, la priorité est donnée au **candidat le plus âgé** ».

Air France prévoit que les **mandats** de membres de la CSSCT sont **répartis proportionnellement aux résultats obtenus** lors du **premier tour** des **élections professionnelles**, en appliquant la règle de la proportionnelle. S'il reste des sièges à pourvoir, ceux-ci sont attribués selon le système de la plus forte moyenne. En fonction de cette répartition, les élus communiquent leurs candidats au président du CSE-E. Ce dernier établit la liste globale des candidats et la soumet au vote des membres du CSE-E qui désignent ainsi les membres de la CSSCT. Le CSE-E recherche une représentation proportionnée des femmes et des hommes au sein de chaque CSSCT. À la Maif, **chaque organisation syndicale** représentée au CSE établit une **liste de candidats** à la CSSCT. La **répartition** des candidats sur les sièges est ensuite effectuée à la plus forte **moyenne**, sur la base des résultats obtenus par chacune des organisations au premier tour des élections du CSE, sur les deux collèges.

Au sein d'Orano Cycle, la désignation des membres des CSSCT-E intervient par délibération du CSE-E sur proposition des représentants syndicaux au comité. Les membres des CSSCT-E, détaille l'accord, sont désignés **parmi** les membres **titulaires ou suppléants** du CSE, dans les conditions suivantes :

- les sièges sont répartis au plus fort reste entre les organisations syndicales selon la même répartition que celle des sièges titulaires ou suppléants du CSE d'établissement. En cas d'égalité, le départage se fait sur le nombre de voix au premier tour des élections du CSE ;
- dans le cas où une OS représentative dans l'établissement et ayant au moins un élu titulaire au CSE ne serait pas représentée par application de la règle précédente, le nombre de représentants à la CSSCT est majoré d'une unité et attribué à cette organisation ;
- un siège est réservé à la catégorie ingénieurs et cadres.

La **CSSCT-C** du CSE **central** est, quant à elle, composée de **deux représentants par organisation syndicale** représentée au comité, désigné par le CSE central sur proposition de chaque OS.

Chez Framatome, la désignation des membres des CSSCT-E est opérée par le CSE-E après concertation entre l'ensemble des membres titulaires. Ce n'est qu'en cas de désaccord et lorsque le CSE-E est exclusivement composé de membres élus sur une liste d'OS que la désignation est réalisée par le CSE-E à partir d'une liste proposée par les représentants syndicaux au CSE-E. Les sièges sont répartis en fonction des résultats du premier tour des élections avec attribution des sièges restants sur la base du plus fort reste.

L'accord d'Oracle France prévoit seulement que la désignation des six membres de la CSSCT devra « tendre à une **représentation équilibrée** de chaque organisation syndicale représentative », précise l'accord.

La CSSCT de Canon également composée de six membres doit, quant à elle, inclure au moins un membre par organisation syndicale représentative.

À NOTER Dans son accord, PSA Automobiles précise qu'« à défaut d'application des règles de répartition des sièges de membres de la CSSCT-E, il sera fait application des seules dispositions légales s'agissant du nombre de CSSCT et de représentants au sein de chaque CSSCT ».

■ ... lors de la première réunion du CSE

La majorité des accords prévoit que la désignation « a lieu lors de la première réunion du CSE après son élection » (*Girard Agediss, Norauto, Orano Cycle, Medline*

Assembly France). À l'AFP, l'accord précise qu'elle « intervient dans un délai d'un mois à l'issue de l'élection des membres du CSE ».

À NOTER Certains accords ne précisent pas le moment de l'installation de la ou des CSSCT.

■ Remplacement en cours de mandat

Certains accords prévoient expressément des dispositions sur le remplacement d'un membre de la CSSCT en cours de mandat.

Tel est le cas de la Maif : « en cas de cessation anticipée du mandat d'élu au CSE, pour cause de départ définitif de l'entreprise (départ pour une autre société du groupe Maif, départ à la retraite, démission, licenciement, etc.) ou de démission du mandat, l'élu membre de la CSSCT sera **remplacé par la désignation d'un autre élu** du CSE, **présentée par la même organisation syndicale**, par résolution prise en réunion du CSE. **À défaut de candidats de la même organisation syndicale**, un **autre candidat, élu du CSE, peut être proposé** et désigné selon le même processus ». En cas de **suspension du contrat de travail de plus de trois mois**, un remplacement peut être organisé, dans les mêmes conditions. Celui-ci est effectué, sous réserve de la renonciation temporaire et expresse du membre de la commission de son crédit d'heures au bénéfice de son remplaçant, pour la durée de son absence, jusqu'à son retour, ou jusqu'à ce qu'il demande à exercer de nouveau son mandat.

À Mediapost, il est procédé au remplacement d'un membre de la CSSCT ayant cédé son mandat dans les **mêmes conditions que sa désignation**. Il en est de même chez Micromania qui précise que la désignation s'effectue au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la cessation du mandat.

DES SIÈGES ACCORDÉS À DES NON-ÉLUS

Chaque CSSCT-E de Bouygues Telecom compte entre quatre et neuf membres, dont certains (entre un et six) pourront être des salariés non élus. « Des collaborateurs de l'établissement non élus au CSE-E peuvent être désignés membres de la commission afin d'assurer une complémentarité d'expertise de celle-ci », explique l'accord.

À Air France, **au-delà des trois sièges** accordés aux élus du CSEE, les autres (entre un et neuf, selon les effectifs de l'établissement) peuvent être attribués à tout **représentant de proximité** exerçant des fonctions dans le périmètre de mise en place de la CSSCT-E. Les représentants de proximité d'**Air France** sont désignés parmi les salariés de l'entreprise, qu'ils soient ou non élus du CSE-E.

Chez Mediapost, pour tenir compte des pratiques existantes, qui ont montré leur efficacité, visant à reconduire la représentation tant de l'activité mécanisation de l'entreprise que des salariés reconnus travailleurs handicapés, les partenaires sociaux ont adjoint aux quatre membres élus de la CSSCT **deux participants supplémentaires** : un **salarié** de l'activité **mécanisation** et un **représentant des salariés handicapés**. Ces deux représentants sont **désignés**, à la majorité des membres titulaires du CSE :

- parmi les titulaires, pour le salarié affecté à l'activité mécanisation ;

- à **partir d'une liste établie** par le **DRH régional** ou le **Directeur des relations sociales** pour le siège, qui recense les salariés reconnus travailleurs handicapés volontaires.

UNE CSSCT ÉLARGIE À UNE REPRÉSENTATION DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES

Chez Orano, dans les établissements soumis à la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et/ou à la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (TSN), il est institué une **CSSCT élargie** à une **représentation** des **chefs d'entreprises extérieures** et des salariés qu'ils emploient sur l'établissement. Il appartient au chef d'établissement d'Orano Cycle d'indiquer, pour chaque entreprise, sa représentation, soit par un ou des salariés, soit par un représentant de la direction, soit les deux. Le **nombre total** de **représentants** des **entreprises extérieures** est **égal** au **nombre** de **représentants** du **personnel Orano Cycle** au sein de la CSSCT, dans la **limite** de **deux** représentants par entreprise extérieure. Le nombre de représentants de la direction des entreprises extérieures est au plus égal au nombre d'entreprises sélectionnées pour désigner une représentation des salariés.

3 Attributions

La CSSCT se voit confier, par délégation du CSE, tout ou partie des attributions du CSE relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail, à l'exception du recours à un expert et des attributions consultatives du comité (*C. trav., art. L. 2315-38, disposition d'ordre public*).

UNE DÉLÉGATION TOTALE OU PARTIELLE

L'accord de Framatome prévoit que le CSE fixe les attributions déléguées à la CSSCT lors de la seconde réunion suivant sa constitution.

► Délégation totale

Certains accords confient aux CSSCT l'**ensemble** des **attributions** du CSE en matière de santé, sécurité et conditions de travail (à l'exception du recours à un expert et de ses attributions consultatives du CSE) en détaillant ou non celles-ci (*AFP, GIE PMU, Setram et Medline Assembly France*).

Tout en prévoyant une délégation totale, des accords prévoient que par exception, le **CSE peut récupérer** l'**instruction directe** de sujets relevant initialement de la compétence de la CSSCT **sur décision** du **CSE** à la **majorité** des membres **titulaires** du CSE (*Micromania*) ou à l'**unanimité** de ses membres titulaires (*Maif*).

À Air France, la CSSCT-E exerce « de **manière exclusive** l'**ensemble** des **attributions** du CSE-E relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail relevant du périmètre de l'établissement concerné » en donnant des exemples de missions. En revanche, prévoit l'accord, le **CSE-E peut**, par décision adoptée à la majorité des présents, **déléguer** aux **représentants de proximité** la réalisation des inspections et enquêtes prévues à l'article L. 2312-13 du Code du travail et la participation aux visites de l'inspection du travail mentionnées à l'article L. 2312-10 du Code du travail. En cas de délégation, les **représentants de proximité** ont l'**exclusivité** de ces **attributions**. Par ailleurs, la **CSSCT-E exerce** certaines **missions** « **conjointement avec le CSE-E** ». Ainsi, détaille l'accord, la commission et le comité contribuent à faciliter l'accès des femmes à tous les emplois, à la résolution des problèmes liés à la mater-

nité, l'adaptation et à l'aménagement des postes de travail afin de faciliter l'accès et le maintien des personnes handicapées à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle. Ils peuvent susciter toute initiative qu'elle estime utile et propose notamment des actions de prévention du harcèlement.

► Délégation partielle

D'autres accords prévoient dès le départ une **délégation partielle** des attributions du **CSE** en matière de santé, sécurité et conditions de travail.

Ainsi, l'accord Orano liste les **missions** en matière de santé, sécurité et conditions de travail **que le CSE-E ne peut déléguer** à la CSSCT-E (notamment le déclenchement du droit d'alerte en cas de danger grave et imminent).

Quant aux **CSSCT-E** et aux **CSSCT-C** d'Axa France, elles sont **compétentes** « pour les questions relatives à la santé, la sécurité et les conditions de travail, à l'**exclusion** des **domaines** relevant de la compétence des **représentants de proximité** ». Ces derniers examinent les réclamations individuelles et collectives relatives à la santé et la sécurité et conduisent les alertes et enquêtes prévues en cas d'atteinte aux droits des personnes et en cas de danger grave et imminent.

De même, la Fnac prévoit, dans son accord, la mise en place de **représentants de proximité spécifiquement en charge** des questions de **santé, sécurité** et conditions de travail (RPSSCT), qui ont les attributions suivantes :

- la réalisation des visites trimestrielles du site et l'établissement du rapport de visite ;
- la participation éventuelle à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques et du programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRIACT) ;
- la réalisation d'enquête sur les dangers graves et imminents.

En cas d'**absence** d'un **RPSSCT**, un membre désigné par la **CSSCT** pourra **le suppléer**.

Enfin, dans certaines entreprises, comme Total, le CSE-E **délègue a minima** à la CSSCT-E ses attributions en matière de santé, sécurité et conditions de travail. La CSSCT travaille, précise l'accord, « sous le contrôle du CSE ». Mais, en plus des attributions déléguées aux CSSCT-E listées dans l'accord, celui-ci précise que « le **CSE-E peut décider de déléguer d'autres attributions** dans le cadre de son **règlement intérieur** ou par une **délibération expresse** ».

LES MISSIONS SOUVENT LISTÉES

Lorsque les accords listent les missions confiées à la commission, ils le font soit de manière limitative soit de manière indicative.

► Préparation des réunions du CSE

Émanation du CSE, la CSSCT a vocation à **préparer** les **réunions** et les **délibérations** du comité sur les questions de santé, de sécurité et de conditions de travail (*Q/R sur le CSE de février 2018, v. question n° 85*). C'est ce que prévoient la majorité des accords.

Chez Mutex, le travail d'instruction du dossier « santé, sécurité et conditions de travail » effectué par la CSSCT permettra ainsi au CSE d'avoir les éclairages nécessaires avant de rendre son avis, précise l'accord. Quant à la CSSCT-C d'Orano, elle effectue ce travail de préparation dans le cadre de la consultation sur la politique

sociale du CSE-C. Elle transmet au CSE-C, sur demande de celui-ci, son analyse sur le volet santé, sécurité et conditions de travail des projets soumis au comité.

À Canon France, la CSSCT constitue, à l'image des autres commissions du CSE, « un organe majeur de **préparation des séances plénières** » du CSE. Elle a pour « mission d'étudier les éléments relevant de ses compétences, de procéder à une analyse et d'en extraire une synthèse en vue d'être présentée en plénière ». Ses membres doivent veiller « à **désengorger les réunions plénières** du CSE. Les membres des commissions et du CSE **veillent**, insiste l'accord, à ne **pas doubler** l'ensemble des **travaux** et débats **en commission et en plénière** ».

À Mediapost, la CSSCT **peut élaborer un rapport préalablement aux consultations** du CSE sur des sujets impactant la santé, la sécurité et les conditions de travail. Le délai de transmission du rapport au secrétaire et au président du CSE est de **huit jours calendaires maximum** avant la réunion du CSE.

Au GIE PMU, la CSSCT compétente dans le périmètre du CSE peut élaborer, préalablement aux réunions du CSE relevant de ses attributions, des **recommandations** par écrit. Celles-ci sont **transmises** par la CSSCT aux membres du CSE et à son président dans des délais compatibles et au plus tard **sept jours calendaires** avant la réunion du CSE, et selon les règles de délais de consultation fixées par l'accord. Dans tous les cas, précise l'accord, la **non-transmission** de telles **recommandations** n'emporte **aucun effet** sur les **procédures** et délais de consultation du CSE.

Quant à Axa France, lorsque le CSE est **consulté** sur un **projet important** ayant des conséquences sur la santé, la sécurité ou les conditions de travail des salariés du périmètre couvert par la CSSCT et à l'exclusion des questions relevant de la compétence des représentants de proximité, le **CSE peut demander**, lors de la première réunion au cours de laquelle il est informé en vue de consultation sur ledit projet, l'**éclairage** de la **CSSCT**. Un **membre** de la **commission** pourra être **désigné** par ses membres **pour présenter**, aux membres du CSE, les **observations ou recommandations** de la commission lors de la réunion suivante du CSE concerné par les questions traitées.

■ Prévention et protection de la santé des salariés

Certaines CSSCT ont pour mission de contribuer à la prévention et à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des travailleurs de l'établissement (*Fnac, AFP*) et de ceux mis à sa disposition par une entreprise extérieure (*AFP*).

L'accord Micromania vise « tous les salariés de l'entreprise, y compris temporaires, les stagiaires, ainsi que toute personne placée à quelque titre que ce soit sous l'autorité de l'employeur ».

Chez Naval Group, la CSSCT-C (ou CSSCT-E) peut ponctuellement être mandatée par le CSE-C (CSE-E) pour faire des **propositions d'amélioration** en matière de prévention des risques professionnels sur des **sujets transverses** portant sur l'ensemble de l'entreprise (sur un sujet déterminé en lien avec l'activité de l'établissement). Le rapport de la CSSCT-C (CSSCT-E) est transmis au CSE-C (CSE-E) à l'issue des travaux.

L'accord de Renault prévoit, de manière plus générale, que les CSSCT-E sont appelées à venir en appui du CSE-C en matière de prévention et de réflexion des domaines relevant de leur compétence.

■ Amélioration des conditions de travail

Plusieurs accords prévoient que la CSSCT peut contribuer à :

- l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de **faciliter l'accès des femmes à tous les emplois** et de répondre aux problèmes liés à la maternité (*AFP, Canon, Fnac, Micromania*) et à la paternité (*Fnac*);
- l'adaptation et à l'aménagement des postes de travail afin de faciliter l'accès des **personnes handicapées** à tous les emplois et de favoriser leur maintien dans l'emploi au cours de leur vie professionnelle (*AFP, Canon, Fnac, Naval group, Micromania*);
- proposer des actions d'amélioration de qualité de vie au travail, de **prévention du harcèlement** moral, sexuel ou des agissements sexistes (*Canon, Fnac, Micromania*).

■ Visites, inspections, enquêtes

Selon ce que décide les partenaires sociaux dans l'accord compte tenu de la configuration et l'activité de l'entreprise, la CSSCT peut réaliser :

- des inspections (*Girard Agediss*). Les CSSCT-E de Smurfit Kappa France procèdent à quatre inspections annuelles, précédant les quatre réunions annuelles du CSE dédiées en tout ou partie aux questions précises tenant à la santé, la sécurité et les conditions de travail;
 - des **inspections** en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail à intervalles réguliers (*Naval Group*);
 - des inspections et des visites d'installations, en ce qui concerne les CSSCT-E d'Orano;
 - des **inspections de site** dont l'objet est de veiller à l'observation des prescriptions législatives et réglementaires prises en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (*Mediapost*). L'accord de l'Établissement français du sang prévoit qu'en début de mandat, la CSSCT du CSE-E détermine avec le président du CSE-E le calendrier prévisionnel des inspections de sites pour la durée du mandat du CSE. Chaque site est inspecté une fois tous les deux ans. Le ou les membres de la commission réalisant l'inspection peut être accompagnée par le ou les représentants de proximité du site ou regroupement de sites;
 - des **enquêtes** relatives aux sujets liés à la santé, la sécurité et les conditions de travail. Chez Norauto, elles seront réalisées par deux membres désignés de la CSSCT, mais également un représentant de la direction et un représentant de proximité;
 - des visites de sites trimestrielles (*Oracle France*);
 - des visites et des contre-visites. Chez Mediapost, les visites et contre-visites éventuelles (hors heures de délégation) sont organisées sur proposition de la direction et en coordination avec le secrétaire de la CSSCT. Les membres de la CSSCT peuvent inviter le secrétaire du CSE à participer à ces visites.
- La plupart des accords octroient à la CSSCT la possibilité d'effectuer des enquêtes, inspections, visites et contre-visites éventuelles lors de la survenance de **certaines événements**, tels que :
- une « **maladie professionnelle** ou à caractère professionnel grave » (*Oracle France, Fnac, Orano, Micromania*);
 - un « accident » (*Mediapost*), « accident de travail » (*Girard Agediss, Fnac, Orano, Micromania*), « accident de travail grave » (*Oracle France*) ou « tout **accident** ayant entraîné ou ayant pu entraîner des conséquences graves » (*AFP*). Chez Mediapost, l'enquête est menée dans les conditions fixées par le Code du travail. Et, le rapport de l'enquête en cas d'accident est transmis au secrétaire de la CSSCT, au secrétaire et au président du CSE;

- un « danger grave et imminent » (*Girard Agediss*);
- des « incidents répétés ayant révélé un risque grave » (*Oracle France*);
- un événement grave lié à l'**activité** de l'**entreprise** ayant **porté atteinte** ou ayant pu porter atteinte à la **santé publique** ou à l'**environnement** (*AFP*);
- un déménagement ou l'ouverture d'un site (*Mediapost*);
- avant les réunions du CSE. Au sein de Total, les CSSCT-E « peuvent procéder, au sein de l'établissement principal à des inspections en matière de santé, sécurité et conditions de travail préalablement à chacune des quatre réunions ordinaires du CSE consacrées en tout ou partie à la santé, la sécurité et aux conditions de travail ou à chaque réunion ordinaire de la CSSCT ». De plus, des sites listés dans une annexe de l'accord font l'objet d'une visite SSCT une fois tous les deux ans par une délégation de la CSSCT composée de deux de ses membres.

► Exercer le droit d'alerte

La CSSCT dispose, par l'intermédiaire des membres de la délégation du personnel qui la composent, du droit d'alerte en cas d'**atteinte** aux **droits** des **personnes** et de **danger grave et imminent** (*Q/R sur le CSE de février 2018, v. question n° 85*).

L'accord de Micromania, mais également celui d'Air France, accordent ce droit à sa CSSCT. Celle de Naval Group peut, précise son accord, se réunir « en application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 4132-3 du Code du travail ». Cette disposition prévoit qu'« en cas de **divergence** sur la **réalité** du **danger** ou la façon de le faire cesser, notamment par arrêt du travail, de la machine ou de l'installation, le comité social et économique est réuni d'urgence, dans un délai n'ex-

cédant pas 24 heures ». À l'inverse, l'accord Orano **interdit** au CSE-E de **déléguer** à la CSSCT-E le déclenchement du droit d'alerte en cas de danger grave et imminent.

► Analyser les risques professionnels

Les CSSCT peuvent également être amenées dans certaines entreprises à **analyser** les **risques professionnels** (*Orano, Mediapost, Naval Group*), en particulier, détaille l'accord Orano, « dosimétrie et risque chimique ». D'autres accords, notamment Fnac, Canon ou encore Micromania, visent les risques « auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes, ainsi que les effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 du Code du travail (vibrations mécaniques, agents chimiques dangereux, y compris les poussières et les fumées, bruit, etc.) ».

► Étudier les recherches de reclassement

La CSSCT de Renault procède à l'étude préalable des dossiers de recherche de reclassement suite à une déclaration d'incapacité médicale avant avis du CSE.

► Veiller à l'observation de prescriptions légales

La CSSCT peut veiller à l'observation des prescriptions légales prises en matière santé, sécurité et conditions de travail (*AFP, Fnac, Micromania*).

► Examiner divers documents

La CSSCT peut examiner divers documents en matière de santé, sécurité et conditions de travail. Parmi différents accords étudiés (*AFP, Orano, Oracle France, Naval Group*), on recense les documents suivants : **document unique d'évaluation des risques**, rapport annuel sur la

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ACCORDS CITÉS

- Accord AFP du 6 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17642 du 3 septembre 2018
- Accord Air France du 12 novembre 2018 : v. l'actualité n° 17697 du 21 novembre 2018
- Accord Axa France du 14 juin 2018 : v. l'actualité n° 17598 du 26 juin 2018
- Accord Bouygues Telecom du 27 mars 2018 : v. l'actualité n° 17580 du 31 mai 2018
- Accord Canon du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17600 du 28 juin 2018
- Accord Établissement du sang du 31 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17653 du 18 septembre 2018
- Accord Fnac du 18 septembre 2018 : v. l'actualité n° 17656 du 21 septembre 2018
- Accord Framatome du 27 septembre 2018 : v. l'actualité n° 17690 du 12 novembre 2018
- Accord France Télévisions : v. l'actualité n° 17592 du 18 juin 2018
- Accord Girard Agediss du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17610 du 12 juillet 2018
- Accord IBM du 8 juin 2018 : v. l'actualité n° 17632 du 17 août 2018
- Accord Maif du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17583 du 5 juin 2018
- Accord Mediapost du 26 avril 2018 : v. l'actualité n° 17637 du 27 août 2018
- Accord Medline Assembly du 27 avril 2018
- Accord Micromania du 12 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17655 du 20 septembre 2018
- Accord Mutex du 21 février 2018 : v. l'actualité n° 17568 du 14 mai 2018
- Accord Naval Group du 4 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17618 du 24 juillet 2018
- Accord Norauto du 24 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17639 du 29 août 2018
- Accord Oracle du 13 février 2018 : v. l'actualité n° 17574 du 23 mai 2018
- Accord Orano du 10 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17677 du 22 octobre 2018
- Accord PMU du 1^{er} avril 2018 : v. l'actualité n° 17561 du 27 avril 2018
- Accord PSA Automobiles du 13 avril 2018 : v. l'actualité n° 17567 du 9 mai 2018
- Accord PSA Retail du 9 mars 2018 : v. l'actualité n° 17531 du 15 mars 2018
- Accord Renault du 17 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17620 du 26 juillet 2018
- Accord Setram de mise en place du CSE du 2 juillet 2018
- Accord Smurfit Kappa France du 26 octobre 2018 : v. l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019
- Accord Total du 13 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17616 du 20 juillet 2018

santé, la sécurité et les conditions de travail, **programme annuel de prévention** des risques professionnels, fiche d'entreprise, **rapport annuel du médecin du travail**, « l'ensemble des livres, registres et documents non nominatifs rendus obligatoires par la quatrième partie du Code du travail [relative à la santé et à la sécurité] et pour lesquels il est prévu qu'ils doivent être présentés ou tenus à la disposition du CSE, ou encore un bilan consolidé des accidents survenus ».

La CSSCT-C de Total examine les **résultats** santé, sécurité et conditions de travail consolidés au **niveau** de l'**UES**. Elle est informée des évolutions de la **politique HSE** (hygiène, sécurité et environnement) du **groupe**, y compris concernant le personnel expatrié.

► Effectuer un suivi ou des points

Les CSSCT-E d'IBM ont en charge le **point global sur l'immobilier** du périmètre de la CSSCT : travaux en cours, étude de la direction immobilière liée à

l'échéance des baux, etc. Quant à son CSSCT-C, elle suit l'avancement du programme national de prévention et de réduction du **stress** issu de l'accord stress du 17 mai 2010 et sur la mise en œuvre de l'accord « qualité de vie au travail » du 26 janvier 2018.

► Proposition d'actions ou d'évolution

Destinataire des « rapports de visite » trimestriels réalisés par les représentants de proximité santé, sécurité et conditions de travail (RPSSCT), la CSSCT de la Fnac **propose** des **actions correctives** à mener et s'assurer de leur suivi.

La CSSCT-C de l'Établissement français du sang « **partage** les **bonnes pratiques** en matière de santé, sécurité et conditions de travail au niveau national ».

Les membres des CSSCT-E de Total étudient avec le chef d'établissement ou son représentant et peuvent faire des propositions concernant notamment les modalités de fonctionnement des CSSCT-E.